

NON à l'initiative « Pour une eau potable propre » – OUI à une utilisation responsable des produits phytosanitaires grâce à une technique agricole moderne

Quelles implications des scrutins tels que l'initiative « Pour une eau potable propre » ont-ils pour notre branche? Que propose la technique agricole pour assurer une utilisation responsable des produits phytosanitaires et, avec elle, la protection de notre précieuse eau potable? La visite de l'exploitation agricole Egger et Fils, à Chavornay, ainsi que l'interview de Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans, nous éclairent sur les raisons pour lesquelles il faut voter contre cette initiative.

Dans un avenir proche, plusieurs des votations qui auront lieu en Suisse concerneront indirectement notre branche, au nombre desquelles l'initiative « Pour une eau potable propre ». Le 13 septembre 2018, le comité d'Agrotec Suisse a décidé de prendre position à ce sujet, d'une part pour sensibiliser notre branche, d'autre part pour donner à nos membres des informations et des arguments en rapport avec l'initiative.

Conséquences pour la technique agricole

Comme l'explique Markus Ritter, si l'initiative pour une eau potable propre venait à être acceptée, les pommes de terre, les betteraves sucrières ou le colza ne seraient pratiquement plus cultivés en Suisse, tandis que l'élevage de volaille et de porc diminuerait certainement, en conséquence de quoi le degré d'autosuffisance serait en net recul. Dans son argumentaire, l'Union des paysans suisse écrit: «Le fait de renoncer à utiliser tout produit phytosanitaire restreindrait massivement la production végétale en Suisse – qu'il s'agisse de production selon les PER (prestations écologiques requises) ou de production bio – et mènerait à des baisses de rendement de l'ordre de 20 à 40 %.» On s'imagine sans peine les conséquences que cela aurait pour la technique agricole et l'emploi. En conséquence, un NON à initiative pour

une eau potable propre équivaut à un OUI à une agriculture responsable et à un avenir façonné par une technique agricole moderne.

Une technique agricole respectueuse de l'environnement

Quelles sont les mesures déjà prises à ce stade dans le domaine de la technique agricole pour protéger l'eau potable? L'agriculture de précision évite de faire des passages inutiles et permet ainsi d'économiser des semences, de l'engrais, du carburant et des produits phytosanitaires. L'utilisation ciblée de ces derniers permet également de mieux respecter les directives légales et de réduire les quantités pulvérisées: le guidage par GPS permet d'effectuer des lignes droites ou courbes; grâce à la commande de largeur partielle, les largeurs de travail ne peuvent plus être évaluées incorrectement; enfin, les chevauchements ne sont plus possibles (voir à ce sujet forum 2-17).

Plan d'action relatif à l'utilisation des produits phytosanitaires

Avec ses appareils précis et leur manipulation conforme aux dispositions légales, la technique agricole pose les bases pour le respect du plan d'action du Conseil fédéral relatif à l'utilisation durable des produits phytosanitaires. Par exemple:

6.1.2.2 Contrôle des pulvérisateurs, y

Die selbstfahrende Feldspritze mit 36-Meter-Spritzbalken bringt zahlreiche Vorteile und Einsparungen.

Le pulvérisateur automoteur et sa rampe d'injection jusqu'à 36 mètres offrent de nombreux avantages et permettent de réaliser des économies.



NEIN zur Trinkwasserinitiative – JA für verantwortungsvollen Pflanzenschutz dank moderner Landtechnik

Was bedeuten Abstimmungen wie die «Trinkwasserinitiative» für unsere Branche? Was bietet die Landtechnik für den verantwortungsvollen Pflanzenschutz und damit zum Schutz unseres wertvollen Trinkwassers? Der Besuch beim Landwirtschaftsbetrieb Egger et Fils in Chavornay und das Interview mit Markus Ritter, dem Präsidenten des Schweizer Bauernverbandes, zeigen auf, welche Gründe es gibt, gegen die Initiative zu stimmen.

In naher Zukunft finden in der Schweiz diverse Abstimmungen statt, die indirekt auch unsere Branche betreffen werden, so zum Beispiel die Initiative für sauberes Trinkwasser («Trinkwasserinitiative»). Der Vorstand Agrotec Suisse beschloss am 13. September 2018 einen politischen Positionsbezug, um unsere Branche für das Thema zu sensibilisieren und unseren Mitgliedern Informationen und Argumente zur Initiative zur Verfügung zu stellen.

Auswirkungen auf die Landtechnik
Wie Markus Ritter ausführt, würden nach Annahme der Trinkwasserinitiative gewisse Kulturen wie Kartoffeln, Zuckerrüben oder Raps in der Schweiz kaum mehr angebaut, die Geflügel- und Schweinehaltung würde sicher zurückgehen, der Selbstversorgungsgrad würde deutlich sinken. In seinem Argumentarium schreibt der Schweizer Bauernverband: «Ein vollständiger Verzicht auf Pflanzenschutzmittel (PSM) würde den Pflanzenbau in der

Schweiz – egal ob ÖLN (ökologischer Leistungsausweis, der Standard der meisten Schweizer Bauern) oder Bio-Produktion – massiv einschränken und zu Mindererträgen im Umfang von 20 bis 40 Prozent führen.» Welche Auswirkungen dies auf die Landtechnik hätte und wie viel Arbeit wegbrechen würde, kann man sich lebhaft ausmalen. Ein NEIN zur Trinkwasserinitiative ist folglich ein JA zu einer verantwortungsvollen Landwirtschaft und zur Zukunft mit moderner Landtechnik.

Umweltschonende Landtechnik

Was unternimmt die Landtechnik bereits heute zum Schutz des Trinkwassers? Die Präzisionslandwirtschaft verhindert das Überfahren und spart somit Saatgut, Dün-

compris en dehors des PER: «Conformément à l'ordonnance sur les paiements directs, les pulvérisateurs à prise de force ou autotractés utilisés pour la protection phytosanitaire doivent être testés au moins tous les quatre ans par un service agréé. Cela permet de garantir que les pulvérisateurs fonctionnent parfaitement et que les cultures sont traitées de manière appropriée et précise.»

La politique agricole soutient les appareils limitant les émissions: «L'encouragement de pulvérisateurs limitant les émissions au moyen des paiements directs doit être prolongé.» (6.1.2.4 Encouragement de pulvérisateurs limitant les émissions).

Précision dans la protection phytosanitaire

Philippe Egger exploite la ferme Le Pâquier à Chavornay avec ses parents, Edwin et Katharina, et son frère Simon. Sur environ 240 hectares présentant des types de sol différents, ils cultivent entre autres du maïs, des betteraves sucrières et des céréales, et sur près de 50 hectares des oignons. Philippe est en charge de la protection phytosanitaire. Il y a un an, il a fait l'acquisition d'un pulvérisateur automoteur Agrifac Condor doté d'une rampe de pulvérisation jusqu'à 36 mètres. Il explique les mesures que prend son exploitation et les conditions-cadres spécifiées sur le plan politique pour réduire tant que possible l'utilisation de produits phytosanitaires et pour les employer avec un maximum de précision afin de protéger la nappe phréatique, les sols et l'environnement en général.

Investir dans la technique

En lieu et place des installations d'arrosage Sprinkler, la famille Egger a installé ce printemps, à titre expérimental, un système de micro-irrigation sur une plantation d'oignons de 15 hectares. Cela permet de réduire la consommation d'eau tout en évitant que le feuillage ne soit trop mouillé, ce qui favorise le développement du mildiou. Cet investissement poursuit donc aussi l'objectif de réduire l'utilisation de fongicides contre cette maladie.

Travailler avec un GPS

Depuis huit ans, les machines sont équipées du guidage GPS. Globalement, Philippe constate que cela lui permet d'économiser entre 3 et 4 % de semences, d'engrais et de produits phy-

tosanitaires. D'un autre côté, tout cela a un coût: il faut financer l'installation et ses mises à niveau, la formation et la gestion des pannes. Autre effet positif: les traversées de champ diminuent, en conséquence de quoi la consommation de carburant est plus faible.

Des machines ultramodernes

L'utilisation du pulvérisateur agricole Condor d'Agrifac permet de réaliser des économies supplémentaires en termes de consommation de produits phytosanitaires. La commande de largeur partielle empêche les chevauchements lors de la pulvérisation. Quant aux quantités, elles peuvent être mesurées avec une grande précision. Le système de distribution d'air AirFlowPlus sur les buses permet un résultat de pulvérisation optimal. Bien entendu, il faut uniquement pulvériser quand le vent ne souffle pas pour éviter les dérives. La machine est équipée d'un réservoir de vidange intégré. Le pulvérisateur doit être contrôlé tous les 4 ans. Dès 2020, cet intervalle sera réduit à 3 ans.

Calculer avec précision les produits phytosanitaires

Philippe Egger a traité près de 1000 hectares avec son nouveau pulvérisateur agricole. Il est maintenant convaincu qu'il maîtrise parfaitement le fonctionnement de sa machine. Pour une parcelle de 10 hectares, il part avec 2000 litres de bouillie. À la fin, il lui reste 2 litres dans le réservoir.

Collecte et dégradation de l'eau de nettoyage

Toute l'eau de nettoyage est recueillie dans un réservoir de 5000 litres, puis transférée dans 6 réservoirs de collecte des résidus phytosanitaires. L'eau s'y évapore et le principe actif est détruit par des microorganismes.

Obligation de preuve et traçabilité

Chaque exploitation doit documenter et pouvoir justifier l'utilisation de produits phytosanitaires: date et heure, quantité, stade de développement des végétaux au moment de la pulvérisation, délais d'attente jusqu'à la récolte, etc.

De nouvelles variétés résistantes

La recherche ne cesse d'innover et de trouver de nouvelles variétés avec des propriétés favorables. La variété de betterave sucrière Smart Belamia KWS est autorisée depuis cette année.



Philippe Egger: «Fragt den Landwirt – er ist top-ausgebildet, im Gegensatz zu den vielen Laien, die sich laut aber unbedarft äussern.»

Philippe Egger: «Renseignez-vous auprès des agriculteurs, ils sont extrêmement bien formés, contrairement à de nombreux novices, qui parlent haut et fort mais ne s'y connaissent pas vraiment.»

ger, Treibstoff und Pflanzenschutzmittel. Bezüglich letzterem können dank gezielter Einsatz auch die gesetzlichen Vorgaben besser eingehalten werden und die Spritzmittelmenge wird reduziert: Die GPS-Lenkung ermöglicht schnurgerade und ebenso gekrümmte Linien, dank der Teilbreitensteuerung werden Arbeitsbreiten nicht mehr falsch eingeschätzt, Überschneidungen gehören der Vergangenheit an (siehe dazu auch forum 2-17).

Aktionsplan Pflanzenschutz

Mit den präzisen Geräten und dem gesetzmässigen Umgang damit schafft die Landtechnik Grundlagen für die Einhaltung des Aktionsplans Pflanzenschutz des Bundes, zum Beispiel:

6.1.2.2 Kontrolle der Spritzgeräte auch ausserhalb des ÖLN «Gemäss der Direktzahlungsverordnung müssen die für den Pflanzenschutz eingesetzten zapfwellenangetriebenen oder selbstfahrenden Geräte mindestens alle vier Jahre von einer anerkannten Stelle getestet werden. Somit wird gewährleistet, dass die

Spritzgeräte einwandfrei funktionieren und dass die Kulturen sachgerecht und präzise behandelt werden können.»

Die Agrarpolitik unterstützt emissionsarme Geräte: «Die Förderung von emissionsarmen Spritzgeräten über die Direktzahlungen soll verlängert werden.» (6.1.2.4 Förderung emissionsarmer Spritzgeräte).

Präzision im Pflanzenschutz

Philippe Egger betreibt mit seinen Eltern Edwin und Katharina und seinem Bruder Simon den Bauernhof Le Pâquier in Chavornay. Auf rund 240 Hektaren mit verschiedenen Bodentypen bauen sie unter anderem Mais, Zuckerrüben und Getreide sowie rund 50 Hektaren Zwiebeln an. Philippe ist zuständig für den Pflanzenschutz. Vor einem Jahr schaffte er eine selbstfahrende Agrifac-Feldspritze Condor mit 36-Meter-Spritzbalken an. Er erklärt, welche Massnahmen sein Betrieb ergreift und welche Rahmenbedingungen die Politik gibt, um den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln wenn möglich zu reduzieren und um die Mittel mög-

lichst präzise einzusetzen – zum Schutz des Grundwassers, der Böden und der gesamten Umgebung.

Investition in die Technik

Anstelle der Sprinkleranlagen installierten die Eggers in diesem Frühling versuchsweise eine Tröpfchenbewässerung auf 15 Hektaren Zwiebeln. Damit reduzieren sie nicht nur den Wasserverbrauch, sondern verhindern auch, dass das Laub bewässert wird, was ein ideales Klima für den Mehltau bietet. Ziel der Investition ist daher eine Reduktion des Fungizideinsatzes gegen diese Krankheit.

Arbeiten mit GPS

Seit acht Jahren sind die Maschinen GPS-gesteuert. Generell stellt Philippe bei Saatgut, Dünger und Pflanzenschutzmitteln eine Einsparung von 3 bis 4 Prozent fest. Auf der anderen Seite steht der Aufwand: die Kosten für die Installation und für Up-dates, die Ausbildung und der Umgang mit Störungen. Ein weiterer positiver Effekt ist die Reduktion der Feldüberfahrten und damit ein geringerer Treibstoffverbrauch.

Modernste Maschinen

Der Einsatz der Agrifac Condor Feldspritze bringt weitere Einsparungen beim Verbrauch von Pflanzenschutzmitteln. Die Teilbreitensteuerung verhindert Überlappungen beim Spritzen, die Menge lässt sich sehr genau bemessen. Die Luftunterstützung Airflow+ bei den Düsen erlaubt sehr gezieltes Spritzen. Selbstverständlich wird nur gespritzt, wenn kein Wind bläst und kein Drift entsteht.

Arbeiten mit GPS ergibt eine Einsparung von 3 bis 4 Prozent bei Saatgut, Dünger und Pflanzenschutzmitteln. Die Teilbreitensteuerung verhindert Überlappungen beim Spritzen, die Menge lässt sich sehr genau bemessen.

Travailler avec un GPS permet d'économiser entre 3 et 4 % de semences, d'engrais et de produits phytosanitaires. La commande de largeur partielle empêche les chevauchements lors de la pulvérisation. Quant aux quantités, elles peuvent être mesurées avec une grande précision.



L'utilisation d'herbicides est réduite de 80 à 90 %. De plus, cette variété résiste très bien aux maladies fongiques.

Échange de connaissances

Dans la culture, on a longtemps utilisé des insecticides contre les thrips. En échangeant des connaissances avec un expert autrichien dans le domaine de la culture des oignons, il a été possible de mettre au point une nouvelle stratégie sans insecticides pour lutter contre les thrips.

Formation initiale et continue

Philippe est le seul collaborateur de l'exploitation à se servir du pulvérisateur agricole et ainsi à épandre les produits phytosanitaires. Pour cela, il dispose d'un permis, conformément au point 6.3.1.1 du plan d'action sur les produits phytosanitaires: «Toute personne qui utilise des PPh dans un cadre professionnel ou commercial doit disposer d'un permis ou d'une qualification reconnue comme équivalente, ou, sinon, elle doit être accompagnée par une personne qui dispose d'une telle qualification. La validité du permis spécial pour l'utilisation professionnelle de PPh doit être limitée à une durée générale de cinq ans. Une prolongation de cinq ans de la validité du permis spécial pour l'utilisation professionnelle de PPh doit être conditionnée à la participation à un cours de formation continue.»

Responsabilité et prise de conscience

La sensibilisation et la prise de conscience ne se font pas uniquement à l'école. Elles doivent aussi avoir lieu dans l'exploitation, au sein de la famille.

Communication

Philippe entrevoit ici quelques points critiques. De toute évidence, le monde agricole n'a pas tout à fait réussi jusqu'à présent à expliquer aux consommateurs comment l'agriculture fonctionne de nos jours et dans quelles conditions les aliments sont produits en Suisse. «Nous avons les normes les plus exigeantes au monde. Et les paiements directs sont conditionnés par le respect du bien-être animal et de la protection de l'environnement. Nous observons une rotation rigoureuse des cultures et favorisons les organismes utiles pour lutter naturellement contre les parasites.» Pour lui, c'est clair: l'agriculture travaille de manière tout à fait responsable et de façon à veiller à la

préservation de l'environnement, avec le soutien de la technique agricole. Les agriculteurs sont des experts dans leur domaine: «Renseignez-vous auprès des agriculteurs, ils sont extrêmement bien formés, contrairement à de nombreux novices, qui parlent haut et fort mais ne s'y connaissent pas vraiment.»

Conclusion

Une acceptation de l'initiative pour une eau potable propre entraînerait une diminution massive de la production de denrées alimentaires en Suisse. Cette réduction aurait un impact énorme sur la branche de la technique agricole. Et comme l'explique Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans, les effets bénéfiques pour l'environnement seraient quasiment nuls, vu qu'il faudrait importer les denrées alimentaires manquantes de pays qui ne répondent pas à ce standard. ■

Rob Neuhaus

Freunde, Familie und Bekannte ... oder Mund-zu-Mund-Werbung zeigt die beste Wirkung.

«Agrotec Suisse hat 630 Mitglieder mit rund 6000 Mitarbeitenden. Wenn jeder von denen 10 Personen aus seinem persönlichen Umfeld mit sachlichen Informationen von den überwiegend negativen Auswirkungen der Initiative überzeugen kann, ergibt dies 60'000 Stimmen gegen die Initiative. Damit können wir etwas erreichen – für die Landwirtschaft, für die Landtechnik – für unsere Zukunft!»

Werner Berger, Ressort Information und Wirtschaft Agrotec Suisse

En parler aux amis, à la famille et aux connaissances, ... ou encore avec le bouche à oreille : c'est ainsi que l'on obtient les meilleurs résultats.

«Agrotec Suisse compte 630 membres pour un total de près de 6000 collaboratrices et collaborateurs. Si chacun d'eux parvient, avec des informations objectives, à convaincre 10 personnes de son entourage des conséquences essentiellement négatives de l'initiative, cela permettra déjà de comptabiliser 60000 voix contre cette initiative. Nous pourrions ainsi arriver à quelque chose, pour l'agriculture, pour la technique agricole et pour notre avenir ! »

Werner Berger, domaine information et économie Agrotec Suisse



Toute l'eau de nettoyage est recueillie dans un réservoir de 5000 litres, puis transférée dans 6 réservoirs de collecte des résidus phytosanitaires.

Alles Reinigungswasser wird in einem 5000-Liter-Tank gesammelt und in 6 Phyto-Back-Tanks geleitet.



Philippe Egger vor den Phyto-Back-Tanks: Hier verdunstet das Reinigungswasser und der Wirkstoff wird durch Mikroorganismen abgebaut.

Philippe Egger devant les réservoirs de collecte des résidus phytosanitaires: ici, l'eau s'évapore et le principe actif est détruit par des microorganismes.



Die Luftunterstützung Airflow+ bei den Düsen erlaubt sehr gezieltes Spritzen.

Le système de distribution d'air AirFlowPlus sur les buses permet un résultat de pulvérisation optimal.

Die Maschine verfügt über einen integrierten Spültank. Die Spritze muss alle 4 Jahre, ab 2020 alle 3 Jahre vorgeführt werden.

Pflanzenschutzmittel genau berechnen

Philippe Egger hat mit der neuen Feldspritze rund 1000 Hektaren bearbeitet. Jetzt ist er überzeugt, dass er die Maschine voll beherrscht. Auf einer Parzelle von 10 Hektaren fährt er mit 2000 Litern Spritzbrühe los und hat am Schluss 2 Liter Restbrühe im Tank.

Reinigungswasser sammeln und abbauen

Alles Reinigungswasser wird in einem 5000-Liter-Tank gesammelt und in 6 Phyto-Back-Tanks geleitet. Dort verdunstet das Wasser und der Wirkstoff wird durch Mikroorganismen abgebaut.

Nachweispflicht und Nachverfolgbarkeit

Jeder Betrieb muss den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln dokumentieren und nachweisen: Zeitpunkt, Menge, Pflanzenstadium beim Spritzzeitpunkt, Wartefristen bis zur Ernte etc.

Neue, resistente Sorten

Die Forschung bringt immer wieder neue Sorten mit günstigen Eigenschaften hervor. Seit diesem Jahr ist die Zuckerrübe Smart Belamia KWS zugelassen. Der Herbizideinsatz wird um 80 bis 90 Prozent reduziert, zudem ist sie sehr pilzresistent.

Wissensaustausch

Lange setzte man im Zwiebelanbau Insektizide gegen Thripse ein. Dank dem Wissensaustausch mit einem Österreichischen Experten im Zwiebelanbau konnte eine neue Strategie ohne Insektizide zur Bekämpfung gegen die Thripse gefunden werden.

Aus- und Weiterbildung

Philippe ist der einzige Mitarbeiter auf dem Betrieb, der die Feldspritze bedient und damit Pflanzenschutz anwendet. Er verfügt über die entsprechende Fachbewilligung. Das entspricht dem Aktionsplan Pflanzenschutz 6.3.1.1: «Jede Person, welche beruflich oder gewerblich PSM verwendet, muss über eine Fachbewilligung oder eine als gleichwertig anerkannte Qualifikation verfügen oder von einer Person, welche darüber verfügt, angeleitet werden. Die Fachbewilligung für die berufliche Verwendung von PSM ist generell

auf 5 Jahre zu befristen. Eine Verlängerung der Gültigkeit der Fachbewilligung um weitere 5 Jahre setzt jeweils den Besuch einer Weiterbildung voraus.»

Verantwortung und Bewusstsein

Die Sensibilisierung und Bewusstseinsbildung geschieht nicht nur in der Schule, sie muss auch auf dem Betrieb, in der Familie gelebt werden.

Kommunikation

Hier sieht Philippe ein paar kritische Punkte. Offenbar ist es der Landwirtschaft bisher zu wenig gelungen, den Konsumenten zu erklären, wie die heutige Landwirtschaft tickt und unter welchen Bedingungen Lebensmittel in der Schweiz produziert werden. «Wir haben die höchsten Normen weltweit, das Tierwohl und der Schutz der Umgebung sind an Direktzahlungen gebunden. Im Ackerbau halten wir strenge Fruchtfolgen ein und fördern Nützlinge und damit eine natürliche Schädlingsbekämpfung.» Für ihn ist klar: Die Landwirtschaft arbeitet, mit Unterstützung der Landtechnik, absolut verantwortungsvoll und schonend und die Landwirte sind Experten auf ihrem Gebiet: «Fragt den Landwirt – er ist top-ausgebildet, im Gegensatz zu den vielen Laien, die sich laut aber unbedarft äussern.»

Schlussfolgerung

Eine Annahme der Trinkwasserinitiative hätte zur Folge, dass die Lebensmittelproduktion in der Schweiz massiv reduziert würde. Diese Reduktion würde die Landtechnikbranche ungebremst erfassen. Und wie Bauernpräsident Markus Ritter festhält, wäre die Umweltwirkung gleich Null, die fehlenden Lebensmittel würden aus Ländern importiert, welche diesen Standard nicht erfüllen. ■

Rob Neuhaus

Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans :

« Les effets bénéfiques pour l'environnement seraient quasiment nuls »

Forum : Qu'implique l'initiative pour une eau potable propre pour l'agriculture et quelles conséquences celle-ci peut-elle avoir ?

Markus Ritter: L'initiative pour une eau potable propre veut supprimer les paiements directs à tous les paysans qui utilisent des produits phytosanitaires, quel que soit leur type, ou qui achètent du fourrage pour les animaux. Ces revendications sont non seulement extrêmes mais aussi insensées. Ce sont précisément les cultures spéciales, qui sont sensibles aux maladies et aux parasites, et pour lesquelles la plupart des produits phytosanitaires sont utilisés, qui dépendent le moins des paiements directs. Une étude réalisée par la Haute école bernoise des sciences agronomiques, forestières et alimentaires a montré que ces exploitations renonceraient purement et simplement au respect des prestations écologiques requises (PER) et aux contributions de l'État. La production deviendrait ainsi plus intensive, et non pas plus extensive, comme le souhaitent les auteurs de l'initiative. Les effets bénéfiques escomptés pour l'environnement seraient pratiquement nuls. L'exigence selon laquelle les animaux doivent être entièrement nourris avec le fourrage de l'exploitation est elle aussi impossible à remplir pour la plupart des exploitations d'élevage porcine et de volaille. Soit celles-ci cesseraient la production, soit elles sortiraient des PER. Nous devrions compenser la diminution de la production d'œufs et de viande par des importations plus importantes. Et nous savons tous que la production à l'étranger est beaucoup moins respectueuse de l'environnement et des animaux que la nôtre.

Agriculture, nature, population, nappe phréatique : chez nous, tous ces éléments sont étroitement liés. Que fait l'agriculture pour garantir la qualité de l'eau ?

La qualité de l'eau potable a également une grande importance pour nous, les paysans. Car nous la buvons, et nos animaux aussi. Dans 98 % des stations de mesure des eaux souterraines, toutes

les valeurs sanitaires sont respectées. Les 2% problématiques s'expliquent par des erreurs d'application évitables. Notre eau potable est ainsi l'une des plus propres du monde et il est possible de la boire sans problème. Ce sont surtout les résidus dans les petits et moyens cours d'eau qui posent problème, notamment dans les régions où il y a beaucoup de champs et de cultures spéciales. C'est à ce niveau qu'intervient le plan d'action du Conseil fédéral relatif aux produits phytosanitaires, dont le principal objectif est de protéger les eaux de surface à l'aide de 51 mesures concrètes. Il est important que nous, paysans, jouions le jeu et mettions en œuvre consciencieusement ce plan d'action. Il n'est pas acceptable de ne pas respecter les prescriptions relatives à la protection de ces cours d'eau. Chaque paysan devrait maintenant l'avoir compris.

... et pour empêcher de nouvelles pollutions ?

Comme nous l'avons déjà dit, il est possible de prévenir la pollution en veillant à respecter toutes les prescriptions et à avoir une bonne pratique agricole. Nous devons prendre nos responsabilités à cet égard au sérieux. Comme les produits phytosanitaires représentent aussi un facteur de coûts, il convient de donner la priorité absolue aux mesures préventives de préservation de la santé des cultures.

Que fait-on à cet égard dans le domaine de la formation ?

La formation initiale et continue joue un rôle important. Pour obtenir le permis spécial pour l'utilisation professionnelle de produits phytosanitaires, il est désormais nécessaire de se présenter à un examen séparé dans le cadre de la formation initiale. En outre, il est obligatoire de suivre des formations continues régulières sur le thème de la protection phytosanitaire. Si l'on ne dispose pas des connaissances relatives à l'utilisation correcte et aux restrictions d'utilisation, on ne peut pas agir de manière adéquate.

Dans quelle mesure les efforts du monde agricole et la technique agricole concourent-ils ?

Sur le thème de la protection phytosanitaire précisément, j'attends beau-

coup des évolutions techniques et des améliorations continues. Je pense par exemple aux broyeurs entièrement automatisés, qui pourront dans une large mesure remplacer les herbicides. Ou encore au traitement guidé par capteurs des cultures infestées, qui ne nécessite qu'une fraction de la quantité moyenne, ce qui minimise aussi les effets indésirables sur l'environnement. Ici, il convient simplement de prendre conscience du fait que cela entraîne en général des coûts d'acquisition élevés. Les exigences relatives à des denrées alimentaires de moins en moins chères ne sont pas compatibles avec celles d'une production qui préserve l'environnement et qui respecte le mieux possible les règles du développement durable. Quand il effectue ses achats, le consommateur doit aussi être cohérent avec ses choix.

Quelles seraient les conséquences imaginables pour cette branche si l'initiative pour une eau potable propre venait à être acceptée ?

Si l'on s'en tient rigoureusement au texte de l'initiative tel qu'il a été soumis, une mise en œuvre entraînerait un profond bouleversement de l'agriculture suisse et, par conséquent, de la politique agricole. Comme nous l'avons expliqué précédemment, certaines exploitations renonceraient aux paiements directs et ne respecteraient plus les PER. Les pommes de terre, les betteraves sucrières ou le colza ne seraient pratiquement plus cultivés, ce qui nécessiterait de faire recours aux importations pour couvrir les besoins correspondants. L'élevage de volaille et de porc devrait être déplacé dans la zone cultivable et diminuerait certainement. Ici aussi, il faudrait remplacer la baisse de production par des importations supplémentaires. Le degré d'autosuffisance diminuerait nettement et il n'y aurait pas d'effet positif sur l'environnement ou la qualité des cours d'eau.



Markus Ritter, Markus Ritter Präsident des Schweizer Bauernverbandes. (Foto Clément Grandjean Terre & Nature)

Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans. (Photo: Clément Grandjean Terre & Nature)

Markus Ritter, Präsident des Schweizer Bauernverbandes:

«Die Umweltwirkung wäre gleich Null»

Forum: Was bedeutet die Trinkwasserinitiative für die Landwirtschaft, welche Konsequenzen kann diese haben?

Markus Ritter: Die Trinkwasserinitiative will allen Bauern, die Pflanzenschutzmittel – egal welcher Art – einsetzen oder Futter für die Tiere zukaufen, die Direktzahlungen streichen. Das sind zwei nicht nur extreme, sondern auch unsinnige Forderungen. Gerade die für Krankheiten und Schädlinge anfälligen Spezialkulturen, wo die meisten Pflanzenschutzmittel zum Einsatz kommen, sind am wenigsten auf die Direktzahlungen angewiesen. Eine Studie der Berner Fachhochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften zeigte, dass diese Betriebe einfach auf das Einhalten des ökologischen Leistungsnachweises (ÖLN) und damit die staatlichen Gelder verzichten würden. Die Produktion würde damit intensiver, statt wie von den Initianten erhofft, extensiver. Die Umweltwirkung wäre gleich Null. Die alleinige Versorgung der Tiere mit betriebseigenem Futter ist gerade für die meisten Geflügel- und Schweinebetriebe ebenfalls eine nicht erfüllbare Forderung. Auch diese müssten entweder die Produktion aufgeben oder aus dem ÖLN aussteigen. Die wegfallende Produktion von Eiern und Fleisch müssten wir mit höheren Importen kompensieren. Und wir alle wissen, dass die Produktion im Ausland viel weniger umwelt- und tierfreundlich ist, als unsere.

Landwirtschaft, Natur, Bevölkerung, Grundwasser – alles ist bei uns sehr nahe beisammen. Was unternimmt die Landwirtschaft für die Sicherstellung der Wasserqualität?

Uns Bauern ist die Qualität des Trinkwassers ebenfalls sehr wichtig. Schliesslich trinken wir und unsere Tiere es auch. An 98 Prozent der Trinkwasserfassungsstellen sind alle Gesundheitswerte eingehalten. Die zwei Prozent Problemwerte sind meist auf vermeidbare Anwendungsfehler zurückzuführen. Damit ist unser Trinkwasser eines der saubersten der Welt und lässt sich problemlos geniessen. Problematisch sind eher die Rückstände in kleineren und mittleren Fließgewässern, vor allem in Gebieten mit viel Ackerbau und Spezialkulturen. Hier setzt der Aktionsplan Pflanzenschutz des Bundes an, der mit 51 konkreten Massnahmen den Schutz der Oberflächengewässer im Hauptfokus hat. Es ist wichtig, dass wir Bauern mitziehen und diesen Aktionsplan gewissenhaft umsetzen. Fahrlässiges Nichteinhalten von Vorschriften zum Schutz jeglicher Gewässer ist nicht akzeptabel – das sollte der hinterste und letzte Bauer unterdessen verstanden haben.

... und um weitere Verunreinigungen zu verhindern?

Wie bereits gesagt, liessen sich Verunreinigungen mit dem Einhalten aller Vorschriften und einer guten Agrarpraxis vermeiden. Wir müssen unsere Verantwortung diesbezüglich ernst nehmen. Da Pflanzenschutzmittel immer auch ein Kostenfaktor sind, gilt es auch den vorbeugenden Massnahmen zur Gesunderhaltung der Kulturen eine hohe Priorität zu geben.

Wo setzt dabei die Ausbildung an?

Der Aus- und Weiterbildung kommt eine wichtige Rolle zu. Neu gibt es eine separate Prüfung im Rahmen der Grundausbildung, damit man die Fachbewilligung für das Ausbringen von Pflanzenschutzmitteln erhält. Zudem sind regelmässige Weiterbildungen zum Thema Pflanzenschutz obligatorisch. Wer das Wissen rund

um die korrekte Anwendung und die Anwendungseinschränkungen nicht hat, kann sich auch nicht entsprechend verhalten.

Wie spannt die Landwirtschaft mit der Landtechnik zusammen?

Von den technischen Entwicklungen und laufenden Verbesserungen spreche ich mir gerade beim Thema Pflanzenschutz einiges. Zum Beispiel mit vollautomatischen Hackrobotern, welche Herbizide weitgehend ersetzen können. Oder der sensorgesteuerten Behandlung von befallenen Kulturpflanzen, die nur noch einen Bruchteil der Mittelmenge benötigen und damit auch unerwünschte Umweltwirkungen minimiert. Hier muss man sich einfach bewusst sein, dass damit oft auch hohe Anschaffungskosten verbunden sind. Die Forderungen nach immer günstigeren Lebensmitteln und jene nach einer möglichst nachhaltigen und umweltschonenden Produktion lassen sich nicht zusammen erfüllen. Der Konsument muss bei seinem Einkauf entsprechend ebenfalls konsequent sein.

Welche Auswirkungen auf diese Branche muss man sich nach der Annahme der Trinkwasserinitiative ausmalen?

Bei einer Umsetzung, streng nach eingereichtem Initiativtext, gäbe es eine massive Umwälzung der Schweizer Landwirtschaft und in der Folge wohl auch der Agrarpolitik. Wie bereits eingangs geschrieben, würden wohl einige Betriebe auf Direktzahlungen verzichten und den ÖLN nicht mehr einhalten. Gewisse Kulturen wie Kartoffeln, Zuckerrüben oder Raps würden in der Schweiz kaum mehr angebaut, der entsprechende Bedarf importiert. Die Geflügel- und Schweinehaltung müsste sich in die Ackerzone verschieben und würde sicher zurückgehen, auch hier müssten wir die wegfallende Menge mit Zusatzimporten ersetzen. Sprich, der Selbstversorgungsgrad würde deutlich sinken, einen positiven Effekt auf die Umwelt oder die Qualität der Gewässer gäbe es nicht.